

**BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**SERVICE ETUDES ET STATISTIQUES**

**INDICATEURS DE CONJONCTURE**

## 

***Production, Finances Publiques, Monnaie et crédit, Commerce Extérieur, Indice des Prix, Taux de change***

MAI 2014

2011

2011

2011

2010

TABLE DE MATIERES

[I. INTRODUCTION 1](#_Toc393361845)

[II. PRODUCTION 1](#_Toc393361846)

[Indice de la production industrielle 1](#_Toc393361847)

[Café 1](#_Toc393361848)

[Thé 1](#_Toc393361849)

[III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION 1](#_Toc393361850)

[IV. FINANCES PUBLIQUES 2](#_Toc393361851)

[Recettes 2](#_Toc393361852)

[Dépenses 2](#_Toc393361853)

[Dette publique 2](#_Toc393361854)

[- Dette intérieure 3](#_Toc393361855)

[- Dette extérieure 3](#_Toc393361856)

[V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES 3](#_Toc393361857)

[Base monétaire 3](#_Toc393361858)

[Masse monétaire 3](#_Toc393361859)

[Contreparties 4](#_Toc393361860)

[VI. COMMERCE EXTERIEUR 5](#_Toc393361861)

[Exportations 5](#_Toc393361862)

[Importations 5](#_Toc393361863)

[VII. TAUX DE CHANGE 6](#_Toc393361864)

[ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS 7](#_Toc393361865)

[ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS 8](#_Toc393361867)

# I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l’évolution, à fin mai 2014, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change ainsi que de la masse monétaire et ses contreparties.

En glissement annuel, le secteur réel a été marqué par la progression de la production industrielle et du thé, les finances publiques se sont détériorées, le solde des transactions courantes s’est aggravé et la masse monétaire s’est accrue.

**II. PRODUCTION**

La production industrielle, caféicole et théicole s’est améliorée au mois de mai 2014 par rapport au mois correspondant de 2013.

**Indice de la production industrielle**

D’un mois à l’autre, l’indice de la production industrielle s’est accru de 22,7 p.c., passant de 99,2 à 121,7 en raison principalement de l’augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (17,1 p.c.) et de la fabrication de cigarettes (94,3 p.c.).

De même, par rapport à mai 2013, l’indice s’est accru de 5,5 p.c. en liaison essentiellement avec l’augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (3,5 p.c.) et de cigarettes (30,0 p.c.).

## Café

A fin mai 2014, les apports de café Arabica en parche de la campagne 2014/2015 se sont élevés à 441 T alors que la campagne précédente n’avait pas encore enregistré d’apports de parche à cette période. Selon les prévisions de l’ARFIC, le volume total de café parche s’établirait à 27.730 contre 14.334 T la campagne écoulée, soit une hausse de 13.400 T (93,5 p.c.) consécutive à la cyclicité du caféier.

## Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de mai 2014 a baissé de 13,2 p .c. par rapport au mois précédent, revenant de 5.758 à 4.997 T suite à l’arrêt précoce des pluies. Toutefois, en glissement annuel, la production cumulée a progressé de 13,0 p.c., passant de 23.597 à 25.664 T.

**III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION**

Mesuré par l’indice général des prix à la consommation des ménages de Bujumbura, (102,5 contre 99,1), le taux d’inflation s’est établi à 3,4 contre 6,2 p.c. à la même période de l’année précédente.

Cette décélération du taux d’inflation est liée, à la fois, au ralentissement des prix des produits « alimentaires et boissons non alcoolisées » (1,7 contre 6,2 p.c.) et des produits «  non alimentaires »  (4,7 contre 7,6 p.c.).

La décélération de l’inflation «  hors alimentation »a concerné essentiellement les divisions «boissons alcoolisées et tabac » (-0,2 contre 14,4 p.c.), « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» (4,3 contre 6,0 p.c.), « loisirs et culture » (2,3 contre 9,5 p.c.), « hôtellerie, café et restauration » (5,9 contre 8,9 p.c.) et  « biens et autres services » (8,9 contre 28,1 p.c.).

**Indice des prix à la consommation**

****

Par rapport au mois précédent, le taux d’inflation s’est accru de 0,9 p.c., l’indice général s’étant fixé à 102,5 contre 101,6.

**IV. FINANCES PUBLIQUES**

La situation des finances publiques est restée incertaine. L’amélioration des recettes a été contrebalancée par l’accroissement des dépenses et la dette publique a gardé une tendance à la hausse, surtout celle envers le secteur bancaire et particulièrement la banque centrale.

**Recettes**

La collecte des recettes jusqu’à la fin du mois de Mai 2014 a été marquée par une augmentation de 26.022,7 MBIF par rapport à fin Mai 2013 dénotant une bonne réalisation par rapport aux prévisions. En effet les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 96 p.c. des prévisions de la période et les recettes non fiscales à 219 p.c.

D’un mois à l’autre, les recettes ont, par contre, baissé de 22.411 MBIF par rapport au mois précédent, s’établissant à 41.049,6 contre 63.460,6 MBIF en liaison principalement avec une recette exceptionnelle de 19.730,9 MBIF encaissée au mois d’Avril suite à l’achat d’une licence d’exploitation par une nouvelle société de télécommunication.

Ainsi, les réalisations des recettes fiscales et non fiscales du mois de Mai 2014 ont été, respectivement, de 99,8 et 94,5 p.c. des prévisions de ce mois.

## Dépenses

Les dépenses totales engagées jusqu’au mois de Mai 2014 se sont élevées à 454.818,0 MBIF contre 347. 951,5 MBIF au cours de la période correspondante de 2013.

Les dépenses de personnel cumulées se sont établies à 128.956,7 MBIF, soit 28,4 p.c. des dépenses totales et 41,5 p.c. des dépenses de fonctionnement de l’Etat.

## Dette publique

La dynamique de la dette publique montre une tendance à la hausse ; elle a progressé de 13,0 p.c., passant de 1.157.761,6 à 1.308.783,2 MBIF.

La dette publique extérieure a augmenté de 9,7 p.c., au moment où la dette publique intérieure a progressé de 16,7 p.c., traduisant un recours accru du Trésor au financement intérieur.

### - Dette intérieure

En glissement annuel, le stock de la dette publique intérieure a progressé de 92.308,2 MBIF, passant de 552.141,3 à 644.449,5 MBIF, en liaison avec l’augmentation de l’endettement de l’Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+73.314,2 MBIF) et non bancaire (+18.994,0 MBIF).

La progression de l’endettement de l’Etat envers le secteur bancaire a concerné les engagements envers les banques commerciales (+61.391,6 MBIF) et la Banque Centrale (+9.592,3 MBIF). L’endettement de l’Etat envers le secteur non bancaire a porté sur les bons et obligations du Trésor (+19.321,0 MBIF).

D’un mois à l’autre, le stock de la dette intérieure a diminué de 979,4 MBIF, revenant de 645.429,0 à 644.449,5 MBIF suite au désendettement de l’Etat vis-à-vis du secteur bancaire (-7.985,6 MBIF) qui a contrebalancé l’endettement de l’Etat envers le secteur non bancaire (+7.006,2 MBIF).

### Dette extérieure

En glissement annuel, l’encours de la dette publique extérieure a progressé de 58.713,4 MBIF, passant de 605.620,3 à 664.333,7 MBIF. Cette augmentation a résulté des nouveaux tirages (45.220,2 MBIF) et des plus-values de réévaluation (22.393,8 MBIF) qui ont dépassé l’amortissement (8.900,7 MBIF).

D’un mois à l’autre, l’encours de la dette publique extérieure a augmenté de 8.201,5 MBIF, passant de 656.132,2 à 664.333,7 MBIF suite aux tirages (2.035,4 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (6.676,5 MBIF).

Exprimé en dollars américains, le stock de la dette extérieure à fin Mai 2014 a augmenté de 38,4 millions de dollar, se fixant à 429,9 contre 391,5 millions à la fin de la période correspondante de l’année précédente.

**V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE**

**ET CONTREPARTIES**

En termes de glissement annuel, la croissance de la base monétaire s’est décélérée (22,8 contre 26,6 p.c.). De même, le rythme de croissance de la masse monétaire s’est ralenti revenant de 23,0 à 9,3 p.c. Au niveau des contreparties de M3, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 1,4 p.c. contre une augmentation de 29,5 p.c. à la même période de l’année précédente, tandis que la croissance du crédit intérieur a fléchi, revenant de 18,3 à 10,3 p.c.

## Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire (318.437,4 contre 259.272,8 MBIF) s’est accrue de 59.164,6 MBIF, soit 22,8 p.c., en liaison avec l’augmentation des dépôts du secteur bancaire (+48.105,3 MBIF), de la circulation fiduciaire (+19.745,9 MBIF) et des dépôts divers (+1.164,6 MBIF). En revanche, les dépôts des sociétés à participation publique (-5.508,5 MBIF), des établissements de micro finance (-3.837,6 MBIF) et des établissements financiers (-505,1 MBIF) ont diminué.

## Masse monétaire

Par rapport à celle de fin mai 2013, la masse monétaire M3 (969.154,5 contre 886.463,6 MBIF) a progressé de 82.690,9 MBIF, soit 9,3 p.c. en liaison avec l’accroissement de la composante M2 (+73.727,2 MBIF) et des dépôts en devises des résidents (+8.963,7 MBIF).

L’augmentation de la masse monétaire (M2) a concerné les disponibilités monétaires (M1) (+35.647,5 MBIF) et les dépôts à terme en BIF (+38.079,7 MBIF). La hausse des disponibilités monétaires a porté, à la fois, sur les dépôts à vue (+21.359,4 MBIF) et la circulation fiduciaire hors banques (+14.288,1 MBIF).

L’accroissement des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts des particuliers (+5.248.4 MBIF), des entreprises privées (+18.017,8 MBIF), des sociétés à participation publique (+1.546,9 MBIF) et des administrations locales (+191,0 MBIF). En revanche, les dépôts regroupés dans les « autres comptes » (-3.208,1 MBIF) et ceux des établissements financiers (-436,6 MBIF) se sont inscrits en baisse.

La hausse des dépôts à terme et d’épargne en BIF est imputable aux placements des particuliers (+14.554,5 MBIF), des entreprises privées (+7.098,9 MBIF) et aux dépôts à terme et d’épargne regroupés dans les « autres comptes » (+26.038,6 MBIF). En revanche, ceux des sociétés à participation publique ont diminué de 9.626,8 MBIF.

L’augmentation des dépôts en devises des résidents a résulté principalement de la hausse des avoirs des particuliers (+7.927,1 MBIF) et des entreprises privées (+8.065,3 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des dépôts des sociétés à participation publique (-5.232,0 MBIF) et ceux qui sont regroupés dans les « autres comptes » (-1.315,5 MBIF).

## Contreparties

S’établissant à 1.049.029,5 contre 949.727,1 MBIF à fin mai 2013, le crédit intérieur s’est accru de 99.302,4 MBIF, soit 10,5 p.c., en rapport avec l’augmentation des créances nettes sur l’Etat (+77.461,2 MBIF) et des créances sur l’économie (+21.841,2 MBIF).

L’accroissement de l’endettement net de l’Etat a principalement résulté de la hausse de l’encours des Bons et Obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+62.741,8 MBIF) et des avances de la Banque Centrale (+9.592,3 MBIF) ainsi que de la diminution des dépôts du secteur gouvernemental (-4.146,9 MBIF).

La progression des créances sur l’économie a concerné principalement les financements à moyen (+5.507,5 MBIF) et long termes (+19.255,6 MBIF), les concours divers (+19.699,0 MBIF) et les crédits à l’exportation (+3.174,1 MBIF). Pour leur part, les crédits de trésorerie (-32.655,4 MBIF) et à l’importation (-435,1 MBIF) ont diminué.

Revenant de 186.361,1 à 183.785,6 MBIF de mai 2013 à mai 2014, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 2.575,5 MBIF, soit -1,4 p.c. Exprimées en dollars américains, les réserves de change nettes ont baissé de 1,8 p.c., se fixant à 118,9 contre 121,0 millions.

**VI. COMMERCE EXTERIEUR**

## A fin mai 2014, le commerce extérieur s’est caractérisé par une hausse des exportations (+6,3 p.c.) et une baisse des importations (-16,5 p.c.), dégageant ainsi un déficit allégé de la balance commerciale de 408.549,5 contre 503.438,4 MBIF au cours de la période correspondante de 2013.

## Exportations

Par rapport à la période correspondante de 2013, les exportations cumulées à fin mai 2014 se sont accrues en valeur et en volume, passant respectivement de 49.937,3 à 53.083,4 MBIF et de 17.430 à 28.834 T.

En valeur, cette augmentation a porté sur les expéditions des produits manufacturés (21.866,6 contre 13.042,7 MBIF), les exportations des produits primaires (31.216,6 contre 36.894,6 MBIF) ayant baissé. L’augmentation des exportations des produits manufacturés a concerné essentiellement les bières (2.935,7 contre 1.085,8 MBIF) et les autres produits manufacturés (11.618,6 contre 3.934,4 MBIF). En revanche, la baisse des expéditions des produits primaires a affecté principalement le café (8.888,1 contre 14.448,0 MBIF) et le thé (14.550,9 contre 15.412,4 MBIF).

En volume, l’augmentation a concerné aussi bien les produits primaires (11.729 contre 10.008 T) que les produits manufacturés (17.105 contre 7.422 T). La hausse des expéditions des produits primaires a porté principalement sur les autres produits primaires (4.010 contre 1.269 T), le thé (4.287.1 contre 3.645.8 T) et les minerais (172 contre 0,0 T). Pour sa part, l’accroissement des produits manufacturés a concerné la bière (4.044 contre 1.449 T) et les autres produits manufacturés (9.403 contre 2.310 T).

## Importations

Les importions cumulées à fin mai 2014 ont diminué en valeur (461.633,0 contre 553.375,6 MBIF) tandis qu’elles ont augmenté en volume (330.749 contre 299.364 T) par rapport à la même période de 2013.

En valeur, cette diminution est liée principalement à la baisse des biens de production (196.683 contre 226.926 MBIF), des biens d’équipement (102.319 contre 155.667 MBIF) et des biens de consommation (162.632 contre 170.783 MBIF).

En volume, l’accroissement des importations n’a concerné que les biens de consommation (127.884 contre 80.740 T), les biens d’équipement (11.310 contre 11.644 T) et de production (191.554 contre 206.979 T) ayant diminué.

L’accroissement du volume des biens de consommation est imputable aux biens de consommation durables (114.148 contre 14.272 T) tandis que le volume des biens de consommation non durables (13.737 contre 66.468 T) a baissé.

L’augmentation du volume des importations de biens de consommation durables a affecté principalement les textiles (73.072 contre 4.695 T), les véhicules (30.662 contre 1.130 T) et les autres biens de consommation durables (10.413 contre 8.447 T). Pour sa part, la baisse du volume des importations de biens de consommation non durables a porté essentiellement sur les produits alimentaires (9.003 contre 59.233 T).

**VII. TAUX DE CHANGE**

Le taux de change moyen du BIF du mois de mai 2014 s’est stabilisé  par rapport à la période correspondante de 2013, se fixant à 1.545,33 contre 1.546,81 BIF pour un dollar américain, soit une légère appréciation de 0,09 p.c.

Par rapport au mois précédent, le franc Burundi s’est déprécié de 0,03 p.c. (1.545,33 contre 1.544,85 BIF pour un dollar américain).

Comparé à mai 2013, le taux de change effectif nominal du BIF de mai 2014 s’est établi à 93,9 contre 96,4, soit une baisse de 2,6 p.c. dû à son appréciation vis-à-vis de la quasi-totalité des devises des pays partenaires.

De même, le taux de change effectif réel a fléchi de 1,7 p.c., se fixant à 95,9 contre 97,6 en rapport avec l’appréciation de la monnaie nationale et l’évolution plus rapide des prix extérieurs (+2,5 p.c.) que celle des prix domestiques (+1,3 p.c.).

# 

# ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

# 

# ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

